

*Initiatives ministérielles*

moyenne, nous aurions, grâce aux prestations du RARB, touché un revenu légèrement supérieur. Si le régime universel avait été en vigueur à ce moment-là, nous aurions pu toucher environ 60 millions de dollars de plus, puisque c'était le niveau de protection qui nous était accordée.

La récolte d'orge ayant été de 50 boisseaux à l'acre, aurions-nous touché quelque chose cette année au titre du régime universel? Le prix n'est que de 1,40 \$ et la protection pertinente est de 2,30 \$ le boisseau, aurions-nous reçu un paiement? Je réponds que les agriculteurs auraient touché environ 55 millions de dollars. Si par ailleurs la production cette année avait été moyenne, nous aurions touché 120 millions de dollars du compte de stabilisation du revenu net. Combien cela nous aurait-il coûté? Nos primes auraient été d'environ 220 millions de dollars. Si le programme universel était appliqué, compte tenu de la récolte de cette année, nous aurions versé pour environ 220 millions de dollars de primes dans le cas du blé ou de l'orge, et nous aurions ainsi obtenu le droit de retirer environ 120 millions de dollars dans le cadre du régime universel.

• (1815)

Tout cela pour dire que si nous produisons une récolte moyenne, nous avons plus de chance de toucher un meilleur revenu. Nous dépenserons moins d'argent pour acheter des engrais et des produits chimiques. Une fois que cette série d'accords seront entrés en vigueur, les agriculteurs seront encouragés à réduire leur production.

Tout comme moi, les plus vieux d'entre nous se souviendront du programme de réduction des emblavures qu'Otto Lang avait mis en vigueur lors de l'année-récolte 1970-1971. Le programme de réduction des stocks, monsieur le Président, devait justement réduire les stocks, mais les agriculteurs ont vite constaté qu'il réduisait en fait les revenus.

Si nous prenons les données présentées par le ministère de l'Agriculture au comité lors du témoignage de ses experts, nous constatons que le revenu agricole net tiré des céréales et des oléagineux a atteint les 3,5 ou 4 milliards de dollars ces quelques dernières années; il devrait être presque nul pendant la campagne de 1990-1991, celle de cette année. À partir de l'exemple que j'ai déjà utilisé, dans le cas de la Saskatchewan du

moins, le régime universel n'aurait présenté aucun avantage pendant l'année écoulée. Même avec ce régime, les céréaliculteurs de la Saskatchewan devront s'habituer à l'idée qu'ils ne toucheront rien pour 1990-1991.

Le ministère avance des prévisions de revenu agricole net pour les années à venir, 1992 et 1993, très optimistes par rapport à cette année. Il estime que nous pourrions avoir de 1,5 à 2 milliards de revenu net, grâce au régime universel et au compte de stabilisation. Tout cela pourrait virer à rien si les agriculteurs ont une bonne récolte cette année.

Le pire qui puisse arriver dans notre région, avec les accords qu'on est en train de signer, c'est que nous ayons une récolte semblable à celle de l'an dernier, car nous aurons contribué davantage au régime universel que nous n'en retirerions et nous n'aurions toujours pas d'argent dans nos poches, pas plus que cette année.

Le programme n'est pas parfait. La loi permet certaines choses, mais ce sont les accords signés par les provinces et les autorités fédérales que nous devons examiner d'un oeil critique.

Les agriculteurs sont bien conscients des similitudes entre ces accords et le programme de réduction des stocks. Ils n'aimaient pas ce programme. Ils se sont sentis obligés de s'y inscrire parce que le gouvernement de l'époque leur a dit que, s'ils ne le faisaient pas, ils ne pourraient pas livrer leurs céréales puisqu'ils n'auraient pas de quota. La seule façon pour eux de pouvoir livrer les céréales qu'ils avaient accumulées, c'était de s'inscrire au programme. Ils s'y sont inscrits, mais ont protesté.

Lorsque j'écoute ce que disent les agriculteurs de ma circonscription, de l'ouest du pays et de l'Ontario également, je constate qu'ils n'aiment pas le nouveau régime, mais qu'ils n'ont pas l'impression d'avoir le choix. J'entends les gens qui essaient de prendre des arrangements. Certains bons exploitants d'entreprise m'ont dit que les commandes de fertilisants avaient été annulées. J'ai parlé à un représentant d'un des plus gros fournisseurs dans l'ouest du Canada ce matin. Il m'a raconté qu'un bon nombre de clients leur disent: «Nous vous paierons la marge bénéficiaire sur le fertilisant, mais nous n'en voulons pas.» Autrement dit: «Nous vous garantissons un profit, mais gardez le fertilisant dans votre entrepôt. Nous n'en voulons pas. Le régime universel en fait un élément de passif pour nous. Cela ne fait qu'accroître nos